

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

"En Afrique centrale, plus de 42 millions de personnes en insécurité alimentaire"

SELON le coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, Hélder Muteia, la pandémie du Covid-19 pourrait davantage aggraver la précarité des ménages. Raison pour laquelle plusieurs actions concertées sont menées par la FAO et d'autres organismes pour en atténuer les effets.

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

L'Union. La propagation du coronavirus impacte négativement l'économie mondiale, y compris celle de la sous-région. L'agriculture et les systèmes alimentaires ne sont pas épargnés. Comment l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture perçoit-elle cette pandémie ?

Hélder Muteia : La pandémie du coronavirus encore appelée Covid-19 menace, à la fois, les vies humaines et les moyens de subsistance des populations. Ce virus qui se repand très rapidement a plongé le monde dans une situation de crise. La réponse immédiate des gouvernements a été la mise en œuvre de plans de contingence avec des actions exceptionnelles, telles que des restrictions de mouvements à l'intérieur des pays, tout comme les mouvements transfrontaliers, le confinement obligatoire, la fermeture de petits marchés, le contrôle de l'activité commerciale. Ces mesures sont importantes parce qu'elles visent à stopper la propagation du virus et à sauver des vies humaines. Cependant, il y a des corollaires, y compris sur les systèmes alimentaires.

Quels sont les potentielles répercussions sur l'agriculture et l'alimentation ?

La chaîne d'approvisionnement alimentaire est un réseau complexe comprenant des acteurs divers : fournisseurs d'intrants agricoles, producteurs d'aliments, transformateurs, transporteurs, distributeurs, commerçants et consommateurs. Tous sont affectés directement ou indirectement. Soit par la maladie, soit par les mesures de contrôle. Étant donné le rôle vital de la nourriture et de l'alimentation des populations, une action coordonnée immédiate est nécessaire pour atténuer le risque de chocs majeurs dans les systèmes alimentaires, qui au-

raient des répercussions énormes, en particulier sur les groupes les plus vulnérables.

Que peut-on craindre pour l'Afrique centrale ?

Dans les pays de la sous-région Afrique centrale, les premiers signes sont déjà visibles : une légère hausse des prix et une pénurie de certains produits. Heureusement, certaines mesures prises par les gouvernements pour réglementer le transport des denrées alimentaires et leur commercialisation ont réussi à maintenir l'approvisionnement de base. Cependant, d'autres mesures seront nécessaires pour garantir la disponibilité, la stabilité et l'accès à des aliments nutritifs de qualité, pour assurer une alimentation équilibrée et saine pour tous.

Lesquelles ? Pouvez-vous être plus précis ?

Premièrement, il est nécessaire d'approfondir les mécanismes de protection sociale pour répondre aux besoins des plus vulnérables. Les mesures suivantes comprennent le renforcement de la production locale, visant, à court terme, la production à cycle court dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et de l'aquaculture. À moyen et long termes, il est urgent de restructurer le secteur productif, en soutenant l'agriculture familiale, les coopératives, le secteur privé, les agro-industries, la pêche et les réseaux de distribution.

Quelles sont les catégories de personnes dont la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance sont les plus menacées par la pandémie ?

Il existe en Afrique centrale une diversité de contextes. La démographie y est complexe. Les cas divergent selon les pays : urbanisation, crise sécuritaire, densité de populations etc., susceptibles d'engendrer des situations de vulnérabilité. Par exemple, au Gabon et au Congo, environ 80% des produits consommés sont importés, donc dépendants du commerce international.

D'une manière générale, et du

point de vue des systèmes alimentaires, les populations les plus pauvres, tant en milieu rural qu'urbain, sont menacées par les effets de la pandémie. Par exemple, les populations urbaines et périurbaines pauvres sont très dépendantes du marché pour se ravitailler. Elles vivent en situation de précarité, dépendent de la vente quotidienne de leur main-d'œuvre, et ont une alimentation peu diversifiée.

Les groupes vulnérables comprennent aussi les personnes vivant en milieu rural et dépendant de la production agricole, d'emplois saisonniers dans l'agriculture, de la pêche ou encore de l'élevage. S'ils tombent malades, infectés par la Covid-19 par exemple, ou se voient limités dans leurs mouvements ou activités, ils ne pourront pas se rendre sur leurs terres pour travailler, s'occuper de leurs animaux, aller pêcher ou accéder aux marchés. En Afrique centrale, plus de 26%, soit environ 42,7 millions de personnes, sont en situation d'insécurité alimentaire. Ce qui signifie qu'elles n'ont pas suffisamment d'apports caloriques pour une santé normale. La RDC, avec une population de plus de 84 millions d'habitants, a plus de 43% des enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition chronique, et 23 % de la population rurale souffrent d'insécurité alimentaire. C'est le cas également de la RCA, avec plus de 1,6 million de personnes qui sont dans un besoin d'aide humanitaire. Le Tchad, avec sa superposition de crises humanitaires, se retrouve avec 52% des ménages en insécurité alimentaire avec 600 000 enfants de moins de 5 ans en malnutrition sévère. Quant au Cameroun, le pourvoyeur des pays voisins en produits alimentaires a déjà 6 régions sur 10 qui ont une prévalence de retard de croissance ou de malnutrition chronique de plus de 30% chez les enfants de moins de 5 ans.

Quelles sont les mesures prises



Photo: DR

Hélder Muteia, le Coordinateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale.

par la FAO pour atténuer les risques de la pandémie sur la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau mondial, plus précisément dans la sous-région ?

Pour lutter contre les effets néfastes de la pandémie sur les systèmes alimentaires, la FAO travaille en étroite collaboration avec les gouvernements, les partenaires internationaux, la communauté des donateurs et toute une gamme de partenaires. Depuis notre siège à Rome, au niveau du Bureau sous-régional ici à Libreville, comme dans les Bureaux des pays que nous couvrons, la sécurité de nos personnels est essentielle pour nous permettre d'assurer nos interventions.

Avec un portefeuille de près de 150 projets en cours dans divers domaines liés à la production et la protection des plantes, la production animale, la pêche et l'aquaculture, la nutrition, les forêts et la faune, etc, notre première action a été de maintenir la mise en œuvre de ces interventions pour garantir les niveaux de production susceptibles d'atténuer les effets néfastes de la pandémie de la Covid-19 sur la production de nourriture et son accès. Cette plate-forme d'actions permet d'évaluer la possibilité de les mettre au service de la lutte contre les effets de la pandémie. D'autre part, nous établissons des partenariats avec toutes les organisations des Nations unies

qui servent dans les systèmes alimentaires (Fida, Pam, Unicef, OMS), l'Union africaine, l'OIE et d'autres organisations nationales et internationales ayant des programmes et des projets sur le terrain, afin de créer des synergies. Avec l'Union africaine par exemple, nous envisageons de mobiliser des ressources de reconduction pour des projets urgents de revitalisation du secteur de la production alimentaire. L'objectif est de prévenir la faim et l'insécurité alimentaire généralisée, de faire en sorte que la production agricole, halieutique, animale et forestière continue d'être exercée de manière durable, d'assurer la protection sociale, de garantir la résilience des moyens de subsistance face à la pandémie et à d'autres catastrophes qui menacent actuellement les systèmes alimentaires, comme l'invasion des criquets, la sécheresse, la désertification et la chenille légionnaire d'automne.

Parallèlement à notre travail sur la production alimentaire, nous cherchons également à comprendre les effets de la pandémie sur les ressources naturelles qui sont à la base des systèmes alimentaires. Comme on le sait, la deuxième plus grande forêt tropicale est basée en Afrique centrale. Nous devons tout mettre en œuvre pour que la pandémie n'ait pas d'effets néfastes sur la flore et la faune.